

**Hommage à Roger Errera
1933-2014**

**Passeur entre la France
et l'Europe centrale**

**CENTRE CULTUREL TCHÈQUE DE
PARIS**

13 février 2015

Centre tchèque de Paris, 18 rue Bonaparte, 75006 Paris
www.czechcentres.cz/paris

REMERCIEMENTS

M. Antoine Marès, professeur des universités, directeur du Centre d'histoire de l'Europe centrale contemporaine à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, nous a ouvert les portes du Centre culturel tchèque de Paris pour y organiser un hommage à la mémoire de Roger Errera.

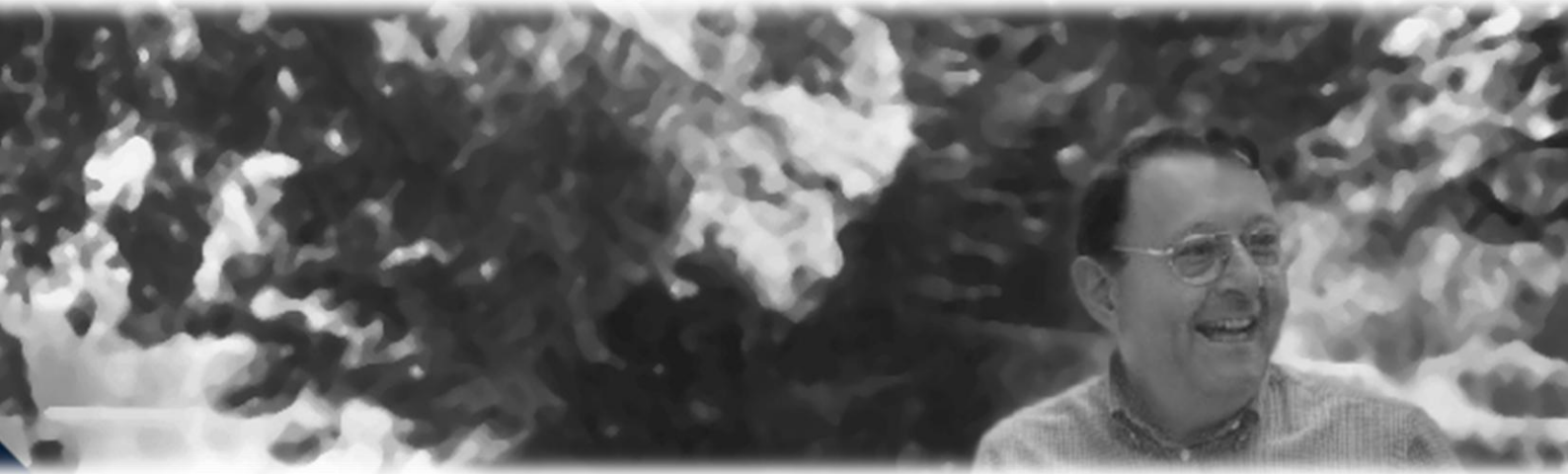
MM. Michael Wellner-Pospíšil, directeur du Centre, et Jean-Gaspard Páleníček, directeur-adjoint, ont d'emblée accueilli ce projet avec générosité et l'ont intégré au programme du Centre.

Les intervenants pressentis, collègues et amis de Roger, ont aussitôt accepté d'apporter leur témoignage sur l'action de celui-ci auprès de la Tchécoslovaquie, puis de la République tchèque, et, plus largement, en Europe centrale et orientale.

Nous remercions vivement les uns et les autres de leur initiative et de leur concours.

Roselyne Chenu

Irène Errera-Hoechstetter





Roger Errera

Dès 1968, Roger Errera a manifesté, dans son livre *Les Libertés à l'abandon*, sa préoccupation pour le respect des libertés et des droits fondamentaux.

Conseiller d'État, il a agi en citoyen vigilant et en juriste exigeant au cours des décennies suivantes, en France et à l'étranger. En 2004, l'Association des juristes tchèques, fondée en 1868, lui a décerné, à Prague, la prestigieuse médaille Antonín Randa pour son action auprès de la République tchèque.

À travers le témoignage d'amis de Roger Errera sur son action en Europe centrale, d'abord comme simple citoyen, de 1973 à 1989, puis comme juriste, consultant et expert reconnu, à partir de 1990, notamment auprès de la République tchèque, et comme professeur invité à l'Université d'Europe centrale, à Budapest, de 1994 à 2010, cette soirée a également été l'occasion de se pencher sur les relations franco-tchèques, sous le communisme et au lendemain de la Révolution de velours.

Le droit n'est pas une fin en lui-même, mais expression de valeurs en vue de l'ordonnement de rapports sociaux au sein d'une société libre et équitable. Lorsqu'il s'interroge sur le sens de son action – exercice nécessaire, le juriste ne doit pas l'oublier.

Je vois là une occasion de réfléchir sur la nature des rapports que le juriste peut entretenir avec la société et la cité lorsqu'il décide de mettre à leur service ses connaissances et ses talents.

(Citations extraites de l'allocution de Roger Errera à l'occasion de l'attribution de la médaille Randa, Prague, 2004)

Participants

L'hommage à Roger Errera a été présidé par **Pavel Fischer**, responsable du Département politique de l'Office du président de la République tchèque, Václav Havel, de 1999 à 2003, ambassadeur de la République tchèque en France de 2003 à 2010, directeur politique au ministère des Affaires étrangères de la République tchèque, de 2010 à 2013.

Pierre Kende

Journaliste hongrois réfugié en France après 1956, actif dans l'émigration politique d'Europe de l'Est et en contact avec l'opposition naissante polono-tchéco-hongroise, sociologue politique, ancien directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique, membre extérieur de l'Académie hongroise des sciences.

Roselyne Chenu

Assistante de Pierre Emmanuel (1964 – 1975), elle a été responsable du programme européen au Congrès / Association internationale pour la liberté de la culture. Elle a notamment publié *Paul Delouvrier ou la passion d'agir* (Editions du Seuil, 1994), *Instants du désert* (Editions du Chêne, 2002) et, inédit en français, *Vivre en liberté est un art (Zvit svobodne je umeni)*, Prague, Jitro, 2007.

Michel Vinaver

Auteur dramatique, prix du Théâtre de l'Académie française pour l'ensemble de son œuvre, 2006. Entré au répertoire de la Comédie-Française avec sa pièce *L'Ordinaire*, 2009.

Terezie Pokorná

Après des études de sciences du théâtre et du cinéma, dans les années 1980, elle prend part à de nombreuses activités culturelles clandestines avant d'intégrer, au lendemain de la Révolution de velours [1989], l'Institut pour une presse indépendante. En 1993, elle devient rédactrice en chef de la revue culturelle *Revolver revue* dont elle dirige également les éditions et le *Supplément critique*.

Jean-Michel Peltier

Procureur adjoint de la République à Toulouse, ancien magistrat de liaison en République tchèque (1999-2006) et en Pologne (2006-2010).



© Michael Wellner-Pospíšil

De gauche à droite : Pierre Kende, Pavel Fischer, Michel Vinaver, Roselyne Chenu, Jean-Michel Peltier.

Pavel Fischer

Qui était Roger Errera ? Nous sommes là, des amis, des collègues, en présence d'Irène, son épouse. Cette soirée a été conçue pour rendre hommage, pour commémorer et pour réfléchir, car peu de gens ont su agir et réfléchir en même temps, avec une telle vigueur et énergie, comme Roger l'a fait, sa vie durant. Il a bien exprimé que dire non et ne pas devenir l'agent de la servitude, c'était quelque chose à remarquer. Il risquait sa réputation de prestigieux conseiller d'Etat lorsqu'il s'est rendu, dans la mouvance de la dissidence tchécoslovaque, dans un des appartements étroitement surveillés, à Prague, au moment même du lancement de la Charte 77 [Prague, 1^{er} janvier 1977].

Qui était Roger Errera et où serait-il aujourd'hui ? Dans quel combat, dans quelle question serait-il engagé ? Le sens de cette soirée, c'est aussi de se demander comment continuer cette mission que Roger Errera a su tellement bien incarner.

Pierre Kende

N'étant ni juriste ni tchèque, je ne sais pas trop à quel titre je prends la parole ici. Si ce n'est au titre d'ami. Ami dont les rapports avec Roger avaient quelque chose à voir, d'une part, avec ses préoccupations concernant l'Europe de l'Est soviétisée et, d'autre part, avec ma qualité d'émigré politique de cette région, désireux d'entrer en contact avec des intellectuels de l'Ouest européen intéressés par ce qui se passait de l'autre côté du „ Rideau de fer ”.

En effet, venu en France, il y a près de 60 ans, en tant que réfugié hongrois qui était mêlé à l'insurrection de 1956 et que sa culture avait francisé avant d'être naturalisé en 1973, j'ai gardé beaucoup d'amis et de contacts professionnels à Budapest tout en cherchant à compléter mon savoir de sociologue politique sous l'égide de Raymond Aron. Les Errera, Irène et Roger, j'en ai fait connaissance chez notre ami commun François Fejtö [1909 – 2008] et notre rapport, de prime abord social, devint franchement amical à la faveur d'une rencontre imprévue à Rome, lors d'un séjour pascal de je ne sais quelle année de la décennie 1970. Ils étaient ravis de nous y trouver (j'étais accompagné de ma femme, ici présente) et pour nous c'était pareil. Décidant d'aller découvrir ensemble les moult curiosités de cette ville magnifique, nous avons aussi pris connaissance de notre intérêt commun pour ce qui se passait loin de là, et tout spécialement (on était peu après 1968) en Tchécoslovaquie comme dans le reste du monde soviétique. Dorénavant (je veux dire, après notre retour en France), on a pris l'habitude de se rencontrer plus souvent.

Mais pour en venir à nos activités de « passeur entre la France et l'Europe centrale », en réalité je sais très peu de ce que Roger faisait en ce domaine délicat à Prague, à Brno ou à Bratislava, étant donné que ce genre d'action ne peut se faire que dans la plus grande discrétion. Ce fut la même chose à propos de la Hongrie : je me suis bien gardé de parler avec précision de mes contacts avec mes amis budapestois. Et pourtant j'avais fondé une revue de langue hongroise (les *Cahiers hongrois*), imprimée en France mais diffusée, grâce à des passeurs bénévoles, surtout en Hongrie¹.

J'ai probablement partagé avec Roger et Irène quelques interlocuteurs de là-bas, un Adam Michnik par exemple. J'ai aussi connu un grand ami des Errera : Jan Vladislav, qui après s'être établi à Paris [en 1981], accepta de venir à l'EHESS (Ecole des hautes études en sciences sociales), au séminaire sur l'Europe centrale que j'y co-dirigeais avec Jacques Rupnik, pour y parler de la Tchécoslovaquie.

¹ Cette série fut lancée en 1978 et a duré jusqu'en 1989. Elle se complétait aussi par une collection de livres politiques impubliables en Hongrie.

Dans les années 2000, nous avons eu la chance, ma femme et moi, de voir Roger assez souvent à notre domicile de Budapest puisque, engagé par la CEU (l'Université d'Europe centrale) à faire un cours annuel sur le droit constitutionnel français, il y est venu régulièrement. Ses cours ont laissé un souvenir marquant pour bien des étudiants de cette Université - qui ne dépend pas de l'Etat hongrois - et dont il faut savoir qu'elle accueille les ressortissants d'une bonne dizaine de pays d'Europe centrale et orientale, allant de la Tchéquie à la Géorgie en passant par la Hongrie, la Pologne et l'Ukraine.²

Pour finir, quelques mots personnels sur Roger, auteur de livres de droit destinés au grand public. Des deux ouvrages de ce genre qu'il a légués à la postérité sous forme imprimée, j'ai particulièrement aimé celui paru en 1975 (*Les libertés à l'abandon*, publié initialement en 1968), puisqu'il met en scène les passions d'un grand libéral sans concessions, espèce de plus en plus rare en France. Le second, presque posthume, *Et ce sera justice. Le Juge dans la cité*, n'a fait que confirmer en moi cette image marquante d'un juriste libéral refusant de laisser mettre en péril les fondements de l'Etat démocratique.

Voilà pourquoi sa mort est une perte non seulement pour ses proches, mais aussi pour la science du droit et, plus généralement encore, pour la pensée humaniste.

² A noter que dans cette Université, située à Budapest mais anglophone, Roger lui aussi a fait ses cours en anglais. Il serait intéressant de savoir s'il a laissé des notes rédigées. Si c'était le cas, elles pourraient former la base d'un opuscule anglophone sur le droit constitutionnel français.

Roselyne Chenu

En prélude à l'intervention de Michel Vinaver, je vous raconterai l'histoire d'une succession de rencontres personnelles apparemment fortuites. Je dis « apparemment » car, en réalité, elles ont résulté d'un enchaînement de circonstances qui, tout au long d'une trentaine d'années, ont été comme liées par un fil conducteur invisible. Ces rencontres - parmi lesquelles celle de Roger Errera - sont aussi des histoires de confiances mutuelles, d'amitiés indéfectibles.

Nous sommes à l'**automne 1947**. Pierre Emmanuel, un des principaux poètes de la Résistance dont la renommée est grande en France et à l'étranger, est envoyé par le ministère des Affaires étrangères en tournée de conférences dans les Instituts français de Bulgarie, Roumanie, Yougoslavie, Hongrie et Tchécoslovaquie. C'est alors qu'il découvre des régimes totalitaires en train de se mettre en place, des régimes fondés sur l'arbitraire, sur l'asservissement de la personne humaine. À Prague, où il arrive deux mois avant le coup d'État de février 1948, il rencontre plusieurs écrivains, parmi lesquels Jaroslav Seifert, Jan Čep, Bedřich Fučík, Jan Vladislav - qui lui servira d'interprète.

Il revient en France bouleversé par ce qu'il a découvert, notamment la peur qui – je le cite - « change un homme en loque » et qu'il a partout sentie sous-jacente.

En **janvier 1948**, dans l'hebdomadaire *Une semaine dans le monde*, il publie cinq articles consacrés à la présence de la culture française dans ces pays. Mais après celui qui concerne la Roumanie, dans lequel il évoque aussi ce qu'il y a vécu, perçu, il est mis au ban de l'intelligentsia de gauche française, reçoit dans son courrier injures et petits cercueils. A l'exception de Paul Eluard, tous ses amis lui tournèrent le dos. Trois ans plus tard, c'est un sort analogue que subira Albert Camus après la publication de *L'Homme révolté*. Les deux écrivains souffriront du même ostracisme et de la même solitude, profonde.

A la **fin des années 1950**, Pierre Emmanuel entre comme directeur littéraire au Congrès pour la liberté de la culture, une association internationale dont le siège est à Genève, le secrétariat à Paris. Il y est l'initiateur du programme destiné à soutenir les intellectuels espagnols victimes du franquisme. Mais, marqué à vie par son expérience de 1947 - 48, il s'intéresse aussi à ce que fait le Congrès pour l'Europe alors dite de l'Est.

Moi-même, j'arrive en 1964 au Congrès qui, deux ans plus tard, en **1966**, crée une filiale, la Fondation pour une entraide intellectuelle européenne, également régie par le droit suisse. Son président est Hans Oprecht, ancien Conseiller national suisse - il a aussi présidé la Commission européenne des guildes et

clubs du livre - et elle dispose d'un double secrétariat - l'un à Zürich, l'autre à Paris. Pierre Emmanuel en est secrétaire général, ensuite je lui succèderai à ce poste.

Le champ d'action de la Fondation couvre tous les pays européens soumis à des régimes dictatoriaux ou totalitaires : Europe de l'Est, Espagne, Portugal, Grèce. Son activité, modeste, consiste à envoyer sur demande des livres et des abonnements, à donner des bourses pour voyager ou prolonger un séjour en Europe de l'Ouest. Et parce que les mots « entraide intellectuelle européenne » sont moins suspects que « liberté de la culture », le nom de la Fondation, plutôt que celui du Congrès, est utilisé pour patronner et organiser des rencontres internationales.

Voici quelques chiffres, qui ont évidemment varié d'une année à l'autre selon nos moyens financiers, les circonstances politiques ou les caprices administratifs : dans les pays de l'Est, nous avons les adresses d'environ quatre cents personnes – dont quatre-vingts en Tchécoslovaquie. Chaque année, de quarante à cinquante bourses de voyage étaient octroyées, cinq à six cents livres et abonnements à des revues – lesquelles circulaient ensuite de mains en mains – étaient envoyés de Paris ; de son côté, le secrétariat de Zürich s'occupait des envois d'ouvrages en langue allemande, notamment en Allemagne de l'Est.

L'objectif de ce programme était clair : tendre la main à ces « *Européens interdits d'Europe* » - pour reprendre la formule du dramaturge tchèque Michal Lázňovský -, les aider à rester chez eux dans des conditions un peu moins difficiles. Bref, leur donner le sentiment qu'ils n'étaient pas oubliés, mais reliés à l'autre moitié de l'Europe, dont ils étaient *aussi* la substance.

1968. Au printemps, Roger Errera – que je ne connaissais pas – est à Varsovie et à Prague avec François Fejtö, alors journaliste à l'AFP et collaborateur de la revue *Esprit*. L'année suivante, en septembre 1969, il se rend à Bratislava avec son épouse pour participer à un colloque franco-tchécoslovaque d'historiens. Et c'est alors qu'il découvre, comme Pierre Emmanuel en 1947, le fonctionnement de la peur.

1971. Un courrier en provenance de Londres, adressé au Congrès - lequel, en 1967, avait été rebaptisé « Association internationale pour la liberté de la culture » -, demande de trouver un auteur susceptible de répondre, pour le cas de la France, à une enquête internationale sur la situation de la liberté intellectuelle et culturelle. N'ayant personne en vue, Pierre Emmanuel fait demander à Jean-Marie Domenach, directeur de la revue *Esprit*, s'il connaît quelqu'un.

Huit jours plus tard, nous apprenons qu'un monsieur Roger Errera veut bien faire ce travail, qu'il souhaite rencontrer Pierre Emmanuel et qu'il est « un juriste et un écrivain - un homme intelligent, sympathique et désintéressé ». J'ai alors téléphoné à ce monsieur pour lui proposer de déjeuner avec nous au Galant Verre, un petit restaurant situé rue de Verneuil, tout près d'ici. Ce sera, le 23 mars, notre première rencontre – autour de deux bouteilles de vin.

Or, la semaine précédente, Pierre Emmanuel m'avait amenée à une réunion de la revue *Preuves*, où nous avons fait la connaissance de M^{me} Jacqueline Pillet-Will, membre du comité de rédaction de la revue et épouse d'un banquier. Nous l'avons revue par la suite car, intéressée par le programme « Europe de l'Est » de la Fondation pour une entraide, elle souhaitait pouvoir nous aider : nous étions en permanence en quête d'argent pour répondre aux demandes croissantes de livres et de bourses de voyages.

1972. Roger Errera, avec lequel nous avons sympathisé, s'intéressait lui aussi aux activités de la Fondation et accepta de faire partie de son conseil de gestion, lequel comprenait une dizaine de membres allemands, français et suisses. Pendant huit ans, il en sera un membre précieux, nous faisant bénéficier de sa rigueur de jugement, de ses propositions toujours précises et concrètes.

1973. Comme vous l'avez entendu dans l'entretien avec Václav Richter [entretien de Roger Errera consacré à Jan Vladislav, écrivain et poète tchèque - 1923-2009 -, diffusé en ouverture lors de la soirée d'hommage], c'est l'année où Roger Errera et son épouse ont fait la connaissance de Jan Vladislav auquel j'avais écrit en termes prudents : « De très chers amis, Roger Errera et sa femme, passeront quelques jours de vacances à Prague, du 11 au 14 avril prochain. Je serais particulièrement heureuse que vous les rencontriez. » Peu après, Vladislav m'écrivait à son tour : « Merci pour la visite des Errera : grâce à vous, nous avons de nouveaux amis à Paris. »

En mai de cette même année, Jacqueline Pillet-Will organisa chez elle, autour de Pierre Emmanuel et moi, une réunion d'une quinzaine de personnes susceptibles d'apporter une aide financière au programme « Europe de l'Est » de la Fondation pour une entraide. Et c'est alors que, parmi les autres personnes aujourd'hui toutes disparues, nous avons fait la connaissance de M. Hubert Martin - dont j'ai la joie de saluer la présence ce soir parmi nous. De cette réunion résulta un don global à la Fondation de 3 000 francs et l'année suivante, pour nous permettre d'organiser aussi une rencontre internationale, un don de 50 000 francs - ce qui, en pouvoir d'achat, équivaut aujourd'hui à 35 000 euros ! - En septembre, Jacqueline Pillet-Will se rendit à Prague et fit alors la connaissance de Jan Vladislav. Et je crois me souvenir que c'est au cours de cette même année 1973 que nous lui avons présenté Roger Errera.

1975. En janvier, je quittais l'Association internationale pour la liberté de la culture, et par conséquent mon poste de secrétaire général de la Fondation pour une entraide, laquelle allait désormais être « pilotée » au quotidien par d'autres personnes. C'est alors que Jacqueline Pillet-Will et ses amis - le « groupe français » comme nous l'appelions -, décidèrent de créer une association française qui officialiserait le groupe et lui permettrait d'agir en son nom propre, selon un programme défini par ses membres : ce sera Amis sans frontières, qui verra le jour à Paris en juillet **1976**. Jacqueline Pillet-Will en est la présidente, Hubert Martin le trésorier. Ni Pierre Emmanuel ni moi n'en étions membres, mais nous entretenions des relations cordiales avec la nouvelle association. Pour ma part, je lui donnais noms et adresses de personnes à rencontrer, notamment en Tchécoslovaquie - qui était le pays d'élection d'Amis sans frontières. Quant à Roger Errera, il en devint membre dès 1976 et, à partir de l'année suivante, il en sera jusqu'à la fin un vice-président particulièrement attentif et actif.

Et c'est aussi en 1976 que Michel Vinaver rencontre Jacqueline Pillet-Will et adhère à la nouvelle association. C'est donc le moment, cher Michel Vinaver, de vous laisser la parole ...

Michel Vinaver

Amis sans Frontières

Hommage à Roger Errera et Jindřich Pokorný

Comment s'est faite ma rencontre avec Roger Errera ?

À la racine, il faut remonter aux années 1969-1970. Je travaillais dans le groupe Gillette, la multinationale célèbre pour ses rasoirs et ses lames - je dirigeais sa filiale française - lorsque je signale à ma hiérarchie une opportunité : l'entreprise de briquets S.T. Dupont est à vendre. Gillette s'y intéresse, et me charge des négociations - avec la famille propriétaire et avec le ministère des Finances. Intervient dans cette négociation un banquier, Jacques Pillet-Will. L'acquisition aboutit, Gillette me nomme à la tête de cette nouvelle filiale. Dix ans se passent, une amitié s'est nouée entre Jacques Pillet-Will et moi. À l'un de nos déjeuners, Jacques fait allusion à une association dont sa femme Jacqueline est présidente. Je suis intéressé, je rencontre Jacqueline qui me parle d'Amis sans frontières. J'y adhère. Je fais la connaissance de Roger Errera qui en est vice-président et l'un des membres les plus actifs. Nous sommes en 1979 ou 1980.

Je découvre dans Amis sans frontières (ASF) non pas tellement une « organisation » qu'un petit organisme vivant, au sens biologique du terme, et vibrant. Aucune bureaucratie. Une poignée de gens de milieux et métiers différents, que reliaient une conviction partagée et, j'ose le dire, un amour partagé.

La conviction, c'est qu'il faut apporter un soutien aux penseurs et aux créateurs qui sont la cible privilégiée du pouvoir en Europe de l'Est sous le joug de Moscou. Les aider à survivre, à produire, à publier. Le régime fait tout pour les museler, pour empêcher la poursuite de leur activité, pour les affamer.

Et puis l'amour, oui, un sentiment amoureux reliant le collectif d'ASF à un pays en particulier, la Tchécoslovaquie, mais peut-être vaut-il mieux parler, en empruntant à Goethe le titre d'un de ses romans, d'affinités électives. Les autres nationalités opprimées ne méritaient pas moins. Mais c'est avec les Tchèques qu'est passé, plus qu'avec tous autres, un courant affectif. Pour ma part, c'est un mélange de bravoure dans le défi et d'ironie dans le malheur qui m'impressionnait, me tenait sous le charme.

Roger Errera pesait d'un poids considérable dans les choix et les actions d'ASF, en raison de tout un ensemble de qualités : un caractère trempé, un jugement tempéré, une autorité naturelle, beaucoup de générosité et de foi dans

l'engagement. C'est lui sans doute, avec sa femme Irène, qui a fait le plus d'allers-retours entre Paris et Prague, prenant des risques, passant - à la barbe des douaniers et des policiers - de l'argent, des revues et des livres interdits, du petit matériel de reproduction ou des pièces manquantes pour réparations, des vêtements aussi, parce que ceux qu'il fallait aider étaient souvent ceux qui avaient été exclus de leur emploi, et sans ressources fixes. L'argent récolté en France auprès des membres d'ASF et d'amis mécènes servait notamment à rémunérer, au moins dans une faible mesure, les auteurs d'ouvrages publiés clandestinement, les « samizdats ». Mais le besoin était aussi moral. Ce que nous apportions, c'était, en quelque sorte, l'air du large, un « air de la démocratie », une aide à respirer, et un antidote à la solitude des combattants dans un monde indifférent.

Lors de mon premier voyage à Prague, en 1981, j'ai rencontré parmi d'autres opposants au régime trois magnifiques figures : Anton Vantuch venu de Bratislava, František Laichter (spécialiste de Péguy) et Jarmila Najbrtová. Mon principal interlocuteur au cours de ce voyage et des deux autres qui ont suivi a été Jindřich Pokorný, devenu un ami très cher. Dans les champs et dans les bois, hors la ville, lui et moi faisons nos promenades philosophiques. Pokorný et Errera étaient liés d'amitié, eux deux aussi. Ils sont morts au mois d'août dernier, à quelques jours d'intervalle.

À l'hommage que nous rendons aujourd'hui à Roger Errera en ce lieu hautement symbolique, le Centre culturel tchèque de Paris, comment ne pas joindre un hommage à Jindřich Pokorný ?

Chez nous, en France, l'Occupation a duré quatre ans. Quatre longues années. Pour les Tchécoslovaques, l'asservissement a duré quarante ans, je le rappelle, parce que quarante années, si ça commence quand on a vingt ans, c'est la part majeure de la vie d'un homme. C'est la part de sa vie pendant laquelle Jindřich a été en quelque sorte un banni de l'intérieur, et par intermittence l'équivalent d'un bagnard, envoyé creuser dans des mines ou dans des carrières de pierres. Il n'y a eu à cela qu'une courte interruption, les quelques mois en 1968, du « Printemps de Prague », à mi-parcours ... Puis s'est abattue ce que le pouvoir a appelé la « Normalisation », jusqu'à la Révolution de Velours en 1989 ...

Dans ce contexte, Jindřich s'est formé lui-même. L'étendue de sa culture me donnait le vertige. Rien, en particulier, de la littérature française des XIXe et XXe siècles ne lui était étranger. Il traduisait en tchèque et commentait Gérard de Nerval comme René Char, les poètes de la bohème littéraire comme les Surréalistes. Son goût pour le théâtre romantique ne l'empêchait pas de s'intéresser au théâtre que j'écrivais. Qu'un membre d'ASF soit aussi un auteur

dramatique dont les pièces sont créées sur les mêmes scènes que l'avaient été celles de Dumas ou de Hugo était pour lui matière à délectation.

Jindřich Pokorný ne parlait guère d'Amis sans frontières, il parlait d'Hippocampe. Il avait baptisé notre action ainsi. Pour lui, nous étions ce fabuleux animal, poisson à tête de cheval ... Pourquoi ce nom ? Peut-être parce que l'hippocampe, c'est aussi la partie du cerveau humain servant de siège à la mémoire ... Et lorsque nous avons été invités à Prague en 1990 pour fêter la libération, Jindřich, au cours d'une cérémonie à son domicile, mi-solennelle mi-facétieuse, nous a décorés les Errera, les Martin et moi, de l'insigne qu'il avait dessiné et fait fabriquer à l'image du cheval marin. Quand j'y repense, Hippocampe n'a pas été une aide à sens unique. Ceux que nous aidions nous aidaient à croire dans la capacité humaine de faire échec à la tyrannie.

Un autre geste symbolique : il a voulu que je donne une conférence à l'Université Charles, sur ce qui s'était passé dans le théâtre en France au cours du demi-siècle écoulé. Le demi-siècle du rideau de fer. Conférence mise en ligne ensuite en France sous le nom de « Conférence de Prague ».

Il me faut surtout évoquer *Parzifal*. C'est Roger Errera qui, revenant de Prague en 2001 ou 2002, m'a apporté de la part de Jindřich un exemplaire de ce formidable ouvrage auquel il s'était attelé et qu'il avait évoqué nombre de fois dans notre correspondance : la traduction tchèque de ce roman en vers écrit en haut allemand du XIIIème siècle par Wolfram von Eschenbach, sur la trace du *Perceval* de Chrétien de Troyes. Trois cent pages, suivies de trois cent pages d'appareil critique. Sans comprendre le tchèque, mais en feuilletant longuement ce livre, j'ai mesuré son importance. Jindřich a vu sans doute dans ce travail et dans sa publication - lui un homme d'une si grande modestie - un accomplissement majeur, et peut-être une revanche sur les monstres qui pendant toute sa vie ont tout fait pour l'étouffer. Dans l'œuvre de Wolfram réside l'expression la plus frappante de la conception de la Chevalerie au cœur de l'Europe que l'on pourrait résumer ainsi : une des lois fondamentales de la vie, c'est qu'être un homme signifie se tromper et expier, mais pour qui est pur de cœur et fidèle à lui-même, tout est source de lumière et d'élévation.

En reprenant ce livre en main, à la nouvelle de sa mort, dans un flash m'est apparu le secret de Pokorný. Un secret si secret qu'il se peut que lui-même l'ignorait. Il y avait dans la personne de Pokorný quelque chose qui tenait de *Parzifal*. De Perceval. Un caractère chevaleresque. En s'attaquant à cette œuvre, Jindřich Pokorný parle de lui-même...

Et Hippocampe, n'était-ce pas un ordre de la chevalerie, dans lequel, Roger Errera et moi, nous avons été adoubés ?

Montaigne a écrit : « Mais tu ne meurs pas de ce que tu es malade ; tu meurs de ce que tu es vivant. » Roger Errera était d'une autre lignée que Pokorný, non médiévale, mais de la Renaissance, celle des réalités vives. Curieux du réel, à l'affût des faits et des idées, comme Montaigne, il appartenait à la famille des découvreurs du monde et de soi-même. Une autre façon d'être sans peur.

« Juriste reconnu », dit de lui Jean-Marc Sauvé, le vice-président du Conseil d'État, « passionné par la défense des libertés ». Oui, dans ses fonctions au Conseil d'Etat comme dans la profusion de ses missions et de ses autres activités, notamment comme auteur et en tant qu'éditeur, les droits de l'homme étaient son terrain de combat privilégié. Roger, il faut le dire pour finir, était aimable. Profondément. Son regard pétillait. Et puis il y avait son rire qui parfois éclatait doucement et rassurait.

Terezie Pokorná

Roger Errera, « maître ès noms de codes et cartes postales inouïes »

(Texte traduit du tchèque et lu par Jean-Gaspard Páleníček,
directeur-adjoint du Centre culturel tchèque à Paris)

Cette intervention vous parvient par double représentant interposé. Je ne puis, hélas, la prononcer moi-même devant vous, bien que l'invitation du Centre tchèque à cette soirée signifie beaucoup pour moi. Mais mon sentiment est qu'il aurait surtout incombé à mon père, Jindřich Pokorný, de parler ici à cette occasion, s'il n'était décédé quelques jours seulement après Roger Errera. Contrairement à mon père, je ne peux que me limiter à avancer quelques remarques, qui plus est basées en partie sur un regard qui n'est pas le mien et en partie sur des souvenirs, pour la plupart d'enfance.

Pour mon père, qui fut traducteur et historien de la littérature, actif au sein d'un grand nombre d'initiatives indépendantes en Bohême pendant la période du régime totalitaire, les relations nouées dans le contexte de l'aide apportée de France à la culture et à la société tchèques représentaient un sujet des plus chers pour lui – et il accordait, à juste titre, une importance capitale à ce soutien français. Il lui dédia son dernier travail, un livre intitulé *L'Hippocampe* et dont le sous-titre est : *L'aide française à la dissidence tchèque sous la Normalisation (1969-1989)*. Il travailla à ce livre pendant plusieurs années, à un âge assez avancé déjà ; il y travaillait encore trois mois avant sa mort. L'ouvrage en est resté au stade de manuscrit et c'était là un des thèmes auquel il retournait souvent au cours de sa lourde maladie et, littéralement, jusqu'aux derniers jours de sa vie. Il avait conçu ce projet pour apporter un témoignage sur la manière dont, entre l'occupation d'août 1968 et ce qu'on a appelé la Révolution de velours, en 1989, grâce à quelques personnalités d'exception, « *une aide financière et un approvisionnement en revues et livres interdits affluaient* » vers la Tchécoslovaquie et celle dont, grâce aux mêmes personnes, « *des informations sur la répression totalitaire dans notre pays refluaient hors de Tchécoslovaquie, rappelant au monde que la liberté ne devait pas s'arrêter aux frontières bordées de fils barbelés de l'empire bolchevique et des Etats qui lui étaient assujettis.* » Mais aussi, il s'était lancé dans l'écriture de ce livre parce qu'il se tourmentait de voir que ce soutien venu de l'étranger, sans conteste absolument essentiel et irremplaçable, que ce « *souci français de notre survie spirituelle fut resté quasiment sans échos en Bohême après novembre 1989, y compris en hauts lieux* », ce que mon père considérait comme un fait honteux. L'introduction à son livre s'achève par des remerciements personnels et « *l'expression d'une reconnaissance permanente* » adressés en premier lieu à Pierre Emmanuel, Roselyne Chenu, Jacqueline Pillet-Will, Roger Errera, Michel

Vinaver, Hubert Martin et Jacques Latcha. Roger Errera et son épouse Irène font par ailleurs partie des protagonistes centraux de ce témoignage manuscrit.

Le texte apporte une série de souvenirs et de faits en lien avec les principaux acteurs de l'aide française aux dissidents tchèques, mais aussi des informations sur ses formes, ingénieuses et variées, sur ses importants effets et résultats, et sur sa diversité : aide financière et matérielle, soutien intellectuel, en informations, en publicité – ainsi que soutien moral et dimension humaine, sur laquelle j'aimerais m'attarder un peu plus longuement.

En 1968, j'avais trois ans, et neuf ans en 1974, lorsque mon père rencontra pour la première fois les époux Errera, ainsi qu'il le décrit dans son livre, à déjeuner, pour une visite des monuments pragois et, chemin faisant, pour discuter sans plus attendre des « *modalités d'acheminement de publications et de soutien matériel.* » Il est significatif, je crois, qu'à la maison, dès cette première rencontre, on parla toujours des époux Errera et de nos autres précieux hôtes français avec respect, certes, mais avant tout avec ferveur, comme d'amis véritablement proches, fidèles et, dans un certain sens, intimes – c'est pourquoi aussi, je ne fus pas surprise lorsque, des années plus tard, j'appris qu'un des principaux vecteurs de l'aide venant de France fut l'association *Amis sans frontières*. A vrai dire, ce nom n'avait rien de formel. Pour moi et pour ma petite sœur Veronika aussi, je crois, dans notre enfance, ces amis français de notre père et de notre mère (et de leurs amis) représentaient des personnages certes réels, mais en même temps presque mythiques – et très clairement positifs –, des personnages apparaissant devant nous, venus d'un monde extrêmement lointain, et qui, par leur intermédiaire, devenait tangible, un monde de liberté, situé au-delà des barbelés infranchissables : des dames, belles, au port noble, inégalables dans leur élégance, autour desquelles flottaient des parfums inconnus, la charmante Roselyne, l'aimable Irène, ou la *vraie comtesse* Jacqueline, des messieurs fascinants, originaux, parmi lesquels Michel Vinaver et Roger Errera justement resteront véritablement inoubliables.

Dans mes souvenirs, Roger continue de vivre principalement comme un homme toujours de bonne humeur et toujours prêt à diverses espiègleries – ce n'est pas un hasard si le manuscrit de mon père rappelle, entre autres moments partagés, comment « *un des séjours des époux Errera en Bohême fut agrémenté d'une « bataille de pommes de pin* », après la visite de Smilov, notre maison de campagne, ancien moulin dans la région de Benešov et dépôt secret de samizdats ... »

Dans le manuscrit de mon père, Roger Errera fait partie des personnages les plus remarquables : il y est dépeint de manière extrêmement vivante, non seulement comme un homme au renom sans tache, d'une haute intelligence, d'une grande

érudition, et doté de capacités peu communes, mais aussi comme un véritable globe-trotter, comme l'expéditeur de paquets volumineux regorgeant d'informations et de livres interdits, et comme « *le maître ès noms de codes et cartes postales inouïes* ». Et je dois dire, précisément, que ces précieuses cartes postales des amis français, que mon père conservait exposées autour de la table de son bureau à côté d'autres « pièces » de valeur (il mena également une riche correspondance avec Michel Vinaver), font partie des souvenirs les plus lumineux de mon enfance.

Ainsi, selon le témoignage de mon père, en 1976, « *après des vœux Happy New Year! sur un papier à lettres de la Harvard University, signés par le visiting profesor Agamemnon (alias Roger Errera), le même expéditeur, cette fois sous le nom de Jefferson D., avait confié à la poste (le 20 janvier) une carte postale avec l'effigie d'une sorcière sur son balai (de 1851), symbole du plus rapide voilier clipper de Boston à San Francisco, m'informant diligemment qu'il joignait à son envoi une anthologie des drames de la Renaissance en écrivant : « J'espère que vous y trouverez votre bonheur. » Quelques jours plus tard (le 26 janvier), il augurait l'arrivée d'un nouveau livre et peu après (entre le 15 février et le 2 avril), je vis arriver trois publications, des Etats-Unis et de Paris... Ce flot régulier de livraisons de livres inaccessibles chez nous à l'époque se poursuivit de la sorte, et un jour, dissimulé parmi des études spécialisées, je découvris un choix de textes fraîchement publiés du poète Ossip Mandelstam, victime des répressions staliniennes, que la lettre d'accompagnement présentait comme « l'écrivain scythe Ossip », avant de me demander de prêter le livre au « cousin Jan », c'est-à-dire à Jan Vladislav, directeur des éditions samizdat Kvart. » « Après quoi madame le facteur nous apporta une grande enveloppe, affranchie comme il se doit, pleine de revues et de coupures de presse remplies d'informations qui, autrement, seraient restées hors de notre portée... Entre temps, notre provisoire patron des sorcières volantes changea plusieurs fois de latitude (Naxos, Tokyo) avant d'atterrir à Londres d'où nous parvint une carte postale (buste d'Alexandre le Grand, IV^e siècle avant J. C.) signée « Sherlock », rappelant à notre bon souvenir « ce cher oncle Orwell ». Après un nouvel échange de missives, notre détective - globe-trotter s'en vint nous trouver avec son épouse à Prague pour les fêtes de fin d'année. » Le manuscrit décrit ensuite cette visite de fin 1976, où s'alliaient rencontres personnelles, amicales, souvent joyeuses et presque idylliques, avec un travail ciblé, fortement structuré, pas entièrement dénué de risques et pas de tout confort, pour la sauvegarde de la continuité culturelle en Bohême et « la subversion » du régime totalitaire.*

Un autre exemple de l'ingéniosité du « maître ès cartes postales inouïes » date de 1977, année où vit le jour cette initiative-clef pour l'histoire de la culture dissidente tchèque que fut la Charte 77. Selon le témoignage de mon père, le 23 janvier, Roger Errera lui adressa « *une carte postale avec sept cyclistes*

disposés en cercle autour de leur maître (sur une affiche de la fin du 19^e siècle). Dans le texte, il énuméra ensuite plusieurs dizaines d'exemples illustrant la haute valeur de ce chiffre, allant du septième jour de la création jusqu'aux sept collines de Rome », avant de conclure « que 77 sera une année propice à tous ceux qui révèrent ce chiffre sacré. L'expéditeur approfondit ses recherches le 2 février avec des images de sept personnages de la commedia dell'arte, et le 11 mai encore, avec un autre cycliste, seul cette fois, mais à nouveau accompagné d'éloges du chiffre sept, avec cette remarque significative que le vent sur l'image soufflait de l'Ouest et qu'il annonçait l'arrivée, constante et soutenue, d'aides provenant de la même direction. » Des aides dont la Charte 77 et d'autres initiatives dissidentes purent en effet très largement bénéficier de la part de nos amis français, parmi lesquels l'auteur des cartes postales en langue codée – comme le documente de façon concrète le manuscrit de mon père.

Ces citations tirées des cartes postales de Roger Errera sont bien sûr amusantes, mais elles ont une valeur plus profonde. Non seulement leur légèreté de ton, drôle autant qu'érudite, n'était pas en contradiction avec un vrai sens de la conspiration systématique, dont traite aussi le manuscrit de mon père, et sans lequel l'aide française n'aurait pu être aussi efficace. Le ton de ces missives et les termes en lesquels mon père en parlait, bien des années après, témoigne, je crois, très fortement de la dimension humaine de cette aide et de cette collaboration. Tout comme l'amitié de mon père avec Michel Vinaver, celle avec Roger Errera était, entre autres choses, fondée sur un sens de l'humour commun et sur un sens commun du jeu, sur une joie véritable de se rencontrer et de partager, à un niveau personnel autant que spirituel, et de fait, sur des expériences généralement agréables qui n'étaient pas en contradiction pour autant avec un travail et une œuvre tout à fait conséquents, sérieux et essentiels. Et c'est là quelque chose qui n'est pas sans rappeler – à travers une analogie qui n'est paradoxale qu'en apparence – l'esprit d'une autre communauté antitotalitaire importante, fondamentalement différente en beaucoup de points, qui s'est elle aussi formée malgré les frontières (des frontières, cette fois, plutôt sociales et professionnelles au sein même de la société tchèque) – au cours des mêmes vingt années à peu près, d'une manière et en des lieux complètement différents : je veux parler du milieu de l'*underground* tchèque. En effet, une de ses principales devises était cette phrase du poète Ivan Martin Jirous : « Surtout, que la joie demeure. » Et de même qu'en dépit de persécutions souvent extrêmement dures, l'*underground* tchèque fut à juste titre désigné comme « ghetto joyeux », force est de constater que, malgré les difficultés considérables qui accompagnaient leur action contre le régime totalitaire, ces amis français et leurs interlocuteurs du côté des dissidents tchèques n'avaient rien perdu de leur sens pour les essentielles dimensions joyeuses de la vie.

Bien évidemment, ces dimensions ne diminuaient aucunement le sérieux et la valeur de leurs efforts et de leur œuvre, bien au contraire. Après tout, le « maître ès cartes postales inouïes » savait aussi être sérieux parfois, lui qui, d'ailleurs, n'hésitait pas une seconde à interrompre une grave discussion sur les mesures à mettre en place pour l'aide à la culture indépendante tchèque rien que pour se lancer dans une « bataille de pommes de pin » avec deux petites filles que leur père avait prises avec lui pour son importante promenade de conspiration dans les bois. Des années plus tard, en 1996, lors d'un séjour dans une Bohême désormais libre, Roger Errera fut interrogé sur le sens qu'il voyait dans le soutien à la dissidence :

«Selon moi, il était de notre devoir, à nous qui vivions à l'Ouest, de soutenir ce mouvement selon nos propres moyens et d'en être solidaires (...). Et puis, il y avait là un autre lien qui nous rattachait aux dissidents – comme eux, nous sentions que nos activités n'étaient pas concentrées exclusivement sur le présent, mais aussi vers l'avenir », même si «... aucun d'entre nous (...) ne pouvait soupçonner comment les choses allaient se terminer. (...). A la question de la signification de la dissidence, j'aimerais citer ici le jésuite allemand antinazi Max Pribilla, en 1935 : « Il est des moments où il est nécessaire d'exprimer quelque chose, sans effet tangible, pour la seule raison que c'est vrai. Sans l'exprimer, l'ordre moral de l'univers serait meurtri d'un coup dont il se remettrait plus difficilement que s'il avait été violé par une force brutale.»

Jean-Michel Peltier

Un juge dans la cité, hommage à Roger Errera

Monsieur l'Ambassadeur, Monsieur le Directeur, chère Irène, chers parents et amis de Roger et Irène Errera, Mesdames et Messieurs, c'est d'un homme et d'un juge, Roger Errera, qui a embrassé avec passion et dans toutes ses dimensions la profession de juge, que nous parlons aujourd'hui. Je suis très honoré et très ému d'être ici pour cet hommage, tout en sachant que beaucoup d'entre vous l'ont très bien et mieux connu. En lui rendant hommage, j'ai voulu rechercher les éléments d'une leçon que nous pouvons tirer de son exemple et de sa vie.

Lorsqu'il évoquait votre compagnonnage et votre rencontre avec Jan Vladislav, chère Irène, il retenait cette leçon que vous avez partagée : « ... on peut refuser de participer au mensonge.... » Émergent alors pour moi, dans cette période de va et vient et de soutien à vos amis de Prague, vos deux visages souriant tranquillement à une histoire qui n'était pas simplement en train de s'écrire sous vos yeux mais que vous écriviez aussi !

Je voudrais simplement à cet égard vous lire un extrait du journal de Jan Vladislav, en date du 7 janvier 1977 :

« Roger et Irène, qui sont arrivés à Noël, sont restés cette fois au delà du Nouvel An. Je ne me rappelle plus le nombre de leurs visites. Il en arrive beaucoup de France, mais les leurs sont les plus fréquentes. Quand j'ai vu Roger pour la première fois - il passait le contrôle à l'aéroport de Ruzyně, traînant à grand peine deux lourdes valises - je ne savais quoi penser. Je ne le connaissais pas et j'ai failli croire qu'il était effectivement ce petit gratte-papier pour lequel il voulut se faire passer lors des présentations. Je n'ai pas compris tout de suite que c'était une plaisanterie, à moitié un déguisement, à moitié un de ces jeux qui font ses délices. Ses valises contenaient surtout des livres. Et sous ce léger paletot parisien, il promenait le lauréat d'une prestigieuse grande école française, un conseiller d'Etat, un expert en droit constitutionnel, un spécialiste des droits de l'homme et un lecteur infatigable. Le choix des livres qu'il traîne à chaque visite est à cette image. Mais il n'y a pas que des livres. »

Dans son allocution, prononcée ici, en 2012, en hommage à Jan Vladislav, Roger Errera avait écrit : « Il aura été à la fois un ambassadeur et un contrebandier, activités qui, en temps normal, sont distinctes et demandent des qualités différentes, en un mot un passeur.... »

Je crois pouvoir dire qu'il protesterait d'entendre que ces mots vont si bien à son action et son parcours. Éveilleur, *buditele...*, dit-on en tchèque. Eh oui, cela lui va si bien !

Je voudrais rappeler ici que début 1989, bien avant l'écroulement du mur, Roger Errera avait proposé l'édition en France de celui qui déjà était connu, mais pas très connu encore, Václav Havel, édition acceptée par Calmann-Lévy et qu'il a voulu partager avec Jan Vladislav, devenant ainsi le co-auteur d'un recueil d'essais de celui qui entre-temps était devenu le premier président de la Tchécoslovaquie libre. Passeur contribuant ainsi grandement à une meilleure connaissance de la pensée d'un homme qui incarnait alors pour beaucoup la libération de son pays.

Un dissident l'incarnait et Roger et Irène ont participé activement à l'émergence de cette vérité. Il y avait de quoi en être fier et je suis bien certain qu'avec raison Roger Errera en était fier et heureux mais je ne l'ai jamais entendu s'en vanter ni en parler. Alors pourtant qu'il m'a été donné d'entendre de nombreuses voix infiniment moins autorisées parler de Václav Havel ... parler de ces temps où, en sortant de la nuit, la dissidence forgeait la démocratie.

Passeur, Roger Errera, dans son hommage à Jan Vladislav, disait du mot passeur la définition trouvée dans le Littré : « Terme de chemin de fer. Employé qui, sur le chemin de fer à une seule voie, accompagne successivement tous les trains, monté sur la locomotive et portant un signal visible à tous. »

Dans la nuit et le fracas des machines, je trouve que cette image lui va bien. Je l'ai toujours connu penché sur la chose judiciaire, observateur infatigable, comparatiste inépuisable. Ainsi, à partir de son expérience de conseiller d'Etat, il a développé sa pensée et son analyse vers la mission du juge dans la société. Sans que rien de cette mission ne lui échappe. C'est vrai, pour le juge administratif et ses missions nombreuses qu'il connaissait par cœur et raison, c'est vrai pour le juge en charge du droit d'asile, du droit des étrangers. Mais rien non plus lui ne lui échappait quant au rôle du juge judiciaire et aux règles de son fonctionnement.

C'est ainsi que déjà expert de ces questions, élu par ses pairs du Conseil d'Etat, il a été membre du Conseil supérieur de la magistrature entre 1998 et 2002. À maintes occasions, dans ses articles, comme dans l'ouvrage *Et ce sera justice*, publié chez Gallimard en 2013, il décrira les phases du dialogue essentiel noué entre nos institutions judiciaires nationales, la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour de justice des Communautés européennes.

De même que l'ouverture du rôle du juge à la dimension constitutionnelle de sa mission ne lui a pas échappé avec l'entrée en vigueur, le 1^{er} mars 2010, d'une réforme constitutionnelle, inspirée de travaux parfois anciens, d'exemples étrangers qui lui étaient familiers, venus notamment d'Europe centrale, et qui étendait au juge judiciaire comme au juge administratif la question constitutionnelle.

Cette ouverture constante, permanente, à tous les degrés de la mission du juge dans la société, est révélatrice d'une méthode et d'une leçon à conserver pour l'avenir. Elle est nourrie de travail, de science, de connaissances, de contacts et d'échanges nombreux, d'observations multiples, d'une immense culture historique et sociale s'épanouissant sans cesse en une réflexion féconde et exigeante. En cela cette méthode nous renvoie à l'image familière de son visage et à sa très grande humanité.

Ainsi dans son ouvrage *Et ce sera justice*, il ne se contente pas de souligner ou d'applaudir à cette évolution constitutionnelle, pourtant essentielle, mais il pose et cherche sans cesse les principes de ce qu'il conviendrait encore de faire, encore d'adopter pour toujours améliorer l'office du juge, qu'il s'agisse du juge suprême constitutionnel ou des autres missions de nos institutions judiciaires.

Rien de ce qui constitue un enjeu nécessaire pour demain, la conquête de nouveaux territoires pour parler comme lui, ne lui est étranger. Nous l'avons constaté notamment en matière de personnes privées de liberté, de droit du travail, de harcèlement moral ou sexuel, d'accidents ou de maladies professionnels, de droits économiques et financiers, de droits des étrangers et de beaucoup d'autres sujets.

Pour avoir eu le privilège d'organiser avec lui en Pologne, avec des magistrats de la Cour suprême administrative polonaise, des rencontres internationales de juges consacrées au droit d'asile, je revois son infatigable et souriante concentration, son attention à tous et son appétit permanent, sa connaissance profonde des systèmes représentés.

Cette pensée féconde doit nous inspirer : il faut construire ... pour toujours améliorer cette mission du juge et le fonctionnement de nos sociétés. C'est un programme pour les jeunes comme pour les moins jeunes et pour chacun dans la société. Cette leçon, nous la retrouvons encore lorsqu'il évoque le juge face à l'histoire, le statut du Parquet, les pas à franchir encore dans la nomination des membres du CSM [Conseil supérieur de la magistrature], la question de la responsabilité dans le fonctionnement défectueux du service de la justice, la grande affaire de la déontologie judiciaire, le traitement efficace des

réclamations formées à l'égard des dysfonctionnements du service public de la justice.

Cette leçon s'accompagne d'un rappel démocratique vertueux : vigilance ! Il écrivait en fin de son allocution, le 26 octobre 2004, à l'occasion de la remise de la médaille d'argent Randa, décernée par l'Union des juristes tchèques :

« Dans tout régime totalitaire ou autoritaire, il y a toujours eu partout des juristes prêts et prompts à mettre en forme, appliquer et justifier l'oppression, les pires avilissements de la personne, jusqu'à sa négation ou sa destruction. Sachons nous en souvenir. »

Cette leçon sous-tend sans aucun doute sa pensée. Il nous invite à la partager. Je voudrais ici, au Centre culturel tchèque, rappeler ce que disait Roger Errera des échanges nombreux qu'il avait eus en République tchèque : « J'ai pu mesurer l'importance et la qualité de la contribution des juristes tchèques à l'œuvre de restauration de l'Etat de droit ... »

Comme on retourne le compliment, je voudrais finir mon propos à Roger Errera par une phrase qui lui va si bien, et qu'il a écrite pour un autre :

« Lucide, déterminé, obstiné, il ne perdit jamais de vue l'essentiel et ne dévia jamais du chemin qu'il s'était assigné, fidèle en amitié, sensible, généreux, plein d'humour, debout jusqu'à la fin : une vie, un exemple, une mémoire. »

(À l'issue des exposés qui précèdent, le président de séance, M. Pavel Fischer, a invité l'auditoire à intervenir oralement. Voici les deux interventions qui ont eu lieu.)

Christian Vigouroux

Président de la section de l'intérieur, Conseil d'État

Je voudrais, au nom de mes collègues du Conseil d'État, que je représente un peu aussi ce soir, - même si j'étais un ami de Roger -, dire trois mots très brefs sur ce que Roger Errera représentait pour une institution juridique, comme le Conseil d'État, à laquelle il a consacré quarante ans de sa vie, en dehors de ce qui a été rappelé ce soir.

Roger était une référence pour beaucoup d'entre nous, au sens concret, c'est-à-dire qu'on allait l'interroger quand on avait un cas de conscience, une affaire délicate.

Et j'ai des souvenirs des années 1970, quand il était membre d'une chambre dans laquelle je siégeais aussi, qui traitait du contentieux des étrangers. La France n'était alors pas très éloignée de la guerre d'Algérie. Dans la chambre en question, sous l'égide d'un président qui était parfaitement neutre, impartial et impavide - et il en avait besoin -, il y avait d'un côté Roger qui bouillonnait pour la défense des droits et de l'autre un collègue tout à fait remarquable aussi, mais qui avait un passé politique plutôt teinté de droite pour ne pas dire d'extrême droite. Il s'agissait d'étrangers et, malgré la neutralité au service de la loi, le feu et l'eau s'emportaient. Il fallait une diplomatie d'acier au président pour arriver à trouver un consensus et Roger était vraiment un combattant de ses idées qui ne reculait pas ; il avait toujours un raisonnement construit, cela n'était pas de l'improvisation et cela donnait des débats qui sidéraient le jeune auditeur que j'étais.

Quelques années plus tard, il se trouvait être rapporteur d'une affaire dont j'étais le commissaire du gouvernement. Le rapporteur était celui qui prenait le premier le dossier et qui allait lui donner une tonalité. C'était un dossier de vie et de mort, puisque la France avait pris un décret d'extradition d'une criminelle américaine que les États-Unis demandaient. Et la question était simple : est-ce qu'on valide le décret, et la dame part aux États-Unis où elle risque la chaise électrique au Texas, ou bien est-ce qu'on estime que la peine de mort, en France, est interdite, et qu'au nom de notre ordre public, on ne doit pas effectuer une telle validation ? La question était alors très discutée.

Roger avait le dossier en main et avait dit : « Non, on ne peut pas, c'est l'honneur de la France et aussi le droit international, on ne peut pas donner cette femme aux Etats-Unis. » L'affaire était montée quasiment jusqu'au président des États-Unis, qui avait fait des promesses de ne pas exécuter la peine de mort. Roger n'avait pas du tout été impressionné et avait dit : « C'est une promesse du président. Mais ce n'est pas le président qui juge, ce sont les juges. Donc, dans l'incertitude, on ne peut pas valider. » Et moi, qui étais alors jeune commissaire du gouvernement, j'avais été convaincu par le dossier de Roger et je suis allé conclure dans ce sens, devant l'assemblée générale du contentieux, la plus haute instance du Conseil d'État. Le ministre texan de la justice était présent, c'est bien la seule fois où des Stetson, des chapeaux à la Dallas, étaient dans la salle du Conseil d'État ! Roger était resté absolument impavide et on avait défendu cette thèse avec brio, en disant « C'est très bien que le président des États-Unis et l'ambassadeur aient promis, mais la justice est libre, indépendante, et donc imprévisible, et elle ne fait pas de promesses. ». On n'a pas été suivis, on a été battus, ce qui fait que la dame est partie aux États-Unis. Et les autorités, dans ce pays démocratique, ont tenu leurs promesses, contrairement à nos inquiétudes. Je garde de cette affaire, qui nous avait fait travailler ensemble pendant un long moment, une signature d'élégance, de détermination et de culture invraisemblable, parce que Roger était devenu, en trois mois, le principal spécialiste du droit pénal texan en France ...

Deux autres images encore. Le Conseil d'État ne réalise pas seulement ce métier de juge qui passionnait Roger, il est également le conseiller du gouvernement. Et, en 1991, il se trouve que j'étais alors directeur de cabinet du ministre de l'intérieur ; nous faisons la loi sur laquelle nous vivons encore, la loi sur les interceptions téléphoniques. (La presse en est pleine aujourd'hui parce qu'il y a un débat à ce sujet.) Nous présentons la première loi qui réglementait les écoutes téléphoniques en France, en 1991. Et moi, jeune directeur de cabinet, j'attends que le Conseil d'État me donne son avis. Or, le Conseil d'État, c'était Roger Errera, alors rapporteur de ce projet de loi, un interlocuteur amical mais pas de tout repos. C'était comme cela, le droit, et il ne fallait pas en sortir. Grâce à son intransigeance, qui est une forme d'intelligence juridique et de courage civique, la loi de 1991 a tenu trente ans et a supporté le regard de la Cour européenne des droits de l'homme. C'est largement à Roger qu'on le doit.

Quelques années plus tard, j'étais directeur de cabinet du garde des sceaux et nécessairement en rapport avec le Conseil supérieur de la magistrature qui avait le devoir de nommer les juges - pour faire simple -. Le président de ce Conseil était alors Roger Errera. Et je retrouvais, dix ans après, l'intransigeance, l'élégance, la détermination, la volonté de toujours expliquer. Quand il refusait une proposition du garde des sceaux, cela n'était pas d'un geste inhabile, c'était toujours construit et, généralement, on admettait qu'il avait raison.

Je veux dire que pour moi et pour le président du Conseil d'Etat, Jean-Marc Sauvé, qui n'a pas pu être là aujourd'hui - et c'est pourquoi je parle un peu à sa place -, Roger Errera, pour nous, s'il était au Conseil supérieur de la magistrature, c'est parce qu'il avait été élu par le Conseil d'État, élu par ses collègues, parce que nous étions conscients de sa force. Et, dans les mois encore récents, quand j'avais un problème, une hésitation, je me disais « Qu'en penserait Roger ? » et je profitais de ses coups de téléphone, à n'importe quelle heure, « Vous avez vu, Christian, ce qui s'est passé ? » pour partager ses coups de cœur et ses indignations.

Pour moi, Roger Errera est un honnête homme du XVIII^{ème} siècle et peut-être un Juste du XX^{ème}.

Sir Michael Tugendhat**Ancien juge à la High Court of England and Wales, Queen's Bench division****Président de l'association des juristes franco-britanniques de 2011 à 2014**

Je viens de Londres. J'étais juge à la High Court et ami de Roger depuis dix à quinze ans au moins. Roger était un personnage absolument remarquable du point de vue des juristes anglais. Comme cela a été dit ce soir, il a passé quelque temps à enseigner à University College, à Londres [en 1983-1984], une université parmi les plus prestigieuses. Pour un Anglais, comprendre le droit français, c'était difficile. Pour un Français, je crois que l'inverse est souvent le cas aussi. Roger a beaucoup publié et il a contribué à de nombreux colloques sur des sujets de *common law*. Il collaborait de manière régulière [depuis 1986] à la revue *Public Law*, la plus prestigieuse en droit administratif. Il avait beaucoup d'amis à Londres, dont plusieurs malheureusement ont déjà disparu avant lui.

Je veux témoigner, de la part de mes collègues, du respect que nous avons pour lui, non seulement à l'égard du juriste français qu'il était, juriste international aussi, mais également pour sa contribution au droit de la *common law*, qu'il connaissait comme s'il était lui-même anglais. C'était un homme admirable.



© Michael Wellner-Pospíšil

Au premier rang, troisième et quatrième en partant de la gauche : Christian Vigouroux, Sir Michael Tugendhat.

Références

« Roger Errera : Jan Vladislav nous a démontré qu'on peut refuser de participer au mensonge », entretien mené par Václav Richter, Radio Prague, 14 mars 2009. www.radio.cz/fr/rubrique/literature/roger-errera-jan-vladislav-nous-a-demontre-quin-peut-refuser-de-participer-au-mensonge.

Hannah Arendt, épisode de l'émission *Un certain regard*, réalisée par Jean-Claude Lubtchansky et Roger Errera, diffusée le 6 juillet 1974. www.youtube.com/watch?v=cK3TMi9GqwE.

Václav Havel, *Essais politiques*, textes réunis par Roger Errera et Jan Vladislav, présentation de R. Errera, préface de J. Vladislav, Calmann-Lévy, 1989 ; réédition, Éditions du Seuil, 1990.